

Le décret ci-dessous, rédigé ou délibéré chez lequel ledit texte se sera pas trouvé
mentionné.

Art. 1er. Les gardes champêtres sont chargés de rechercher, concourir et faire connaître à tous les officiers de police administratif, chacun sur le territoire de son canton, les infractions à la présente loi... Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions.

Le décret ci-dessous publicité, à Versailles, le 12 février, 24 avril 1873 et
25 juillet 1873.

Le Président,

Signé: Jules GRÉVY.

Les Secrétaires,

Sigle: PAUL THIERS, PRÉSIDENT RÉP.
THÉODORE DE MEAUX, MINISTRE DE LA GUERRE,
ALBERT DE MESSANCOURT, RÉG. DE CAZENOVE DE FRANCE.

Le Président de la République.

Signé: A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur.

Signé: E. DE GOULARD.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Enregistrement et Domaines

Le public est prévenu que le jeudi 19 juin 1873, à deux heures de relevé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, dans la cour du magasin des vivres, de divers objets mobiliers provenant de réforme, tels que : sifles en toile, caisses en ferblante revêtues en bois, roussettes, outils divers, boîtes en tôle et en ferblante, chevrons en bois blanc, barils, querfs à salaison, barriques, biscuits, farine et haricots.

La vente aura lieu au comptant, avec 1/2 p. 100 en sus pour droit d'enregistrement.

Le public est prévenu que le lundi 30 juin 1873, à 2 heures de relevé, il sera procédé, dans la cour des transports de l'artillerie, à la vente aux enchères publiques, par suite de réforme.

D'UNE MULE.

La vente aura lieu au comptant, avec 1/2 p. 100 en sus pour droit d'enregistrement.

— — —

PARTIE NON OFFICIELLE

ÉCHOS DE LA LIBÉRATION

LA MUNICIPALITÉ PARISIENNE CHEZ M. THIERS.

On écrit de Versailles :

Le conseil municipal de Paris, presque au grand complet, son président en tête, défilait dernièrement dans les rues de Versailles, se dirigeant vers l'hôtel de la préfecture. Les mandarines dius de la population parisienne ont pensé qu'il était de leur devoir d'aller complimenter eux-mêmes le Président de la République sur l'heureuse issue des négociations relatives à la libération du territoire.

Au moment où la députation se présentait à l'hôtel de la présidence, M. Thiers était en audience avec M. Barrotet, venu comme délégué du député Félix Faure, lequel n'a pu être présent. Après quelques minutes d'attente dans le grand salon du premier étage, ce qui permit à quelques retardataires d'arriver, il y avait environ une cinquantaine de conseillers municipaux autour de M. Calmette. — M. Thiers paraît accompagné par M. de Rémusat.

Dans quelques paroles dignes et émues, M. Vautrin exprima à M. le Président de la République les sentiments de reconnaissance dont ses collègues du conseil municipal et du conseil général étaient penetrés envers le grand citoyen qui venait d'obtenir la reddition de Paris. « C'est un événement important », dit-il en terminant cette coupe, « qui nous a permis à venir vous remettre au nom de la capitale, car nous pensions à remercier cette appellation pour Paris. — Personne ne songe à lui contester ce titre, s'est empressé de répondre M. Thiers avec une certaine vivacité, et non moins que personnes ; tout le monde connaît mes sympathies pour Paris. Dans quelques jours, je compterai ailleurs au milieu de vous les vacances que me laisse l'Assemblée. Quant aux felicitations et aux remerciements que vous voudrez bien m'adresser, je dois en retourner la meilleure et la plus large part à M. le ministre des affaires étrangères. — Je suis heureux de lui rendre ce témoignage. Oui, nous avons été dans un état de choses assez singulier un peu avant très prochain, l'évacuation du territoire, à charge de certains conditions que nous sommes assurés de remplir. C'est le prix de deux années de sagesse. Avant peu, le pays sera délivré. C'est une nouvelle qui doit réjouir tous les coeurs français. »

Ensuite M. Vautrin présente individuellement au Président de la République chacun des membres du conseil. Plusieurs sont personnellement connus de M. Thiers, qui échangeaient avec lui pendant d'autreux quelques paroles cordiales. A M. Hünnebelle, il rappela ses grands travaux pour la défense de Paris. Il félicita avec beaucoup d'appréciation M. Jules Simon, qui a décoré le salut même de l'hôtel de ville avec M. Bertrand, M. Jules Simon, M. Albert, bœuf-arts et théâtre, avec M. Perrin, construction avec M. Naudau. Voici comment vont la conversation avec ce dernier :

— Et nous, viii Hotel-de-Ville, dit M. Thiers, je compte bien que vous aurez à cœur de le reconstruire le plus tôt possible, de relever ces ruines, dont l'aspect est si détestable. L'argent ne vous sera pas défaut. Vous pouvez compter sur mon concours ; je vous en donnerais...

— Prenez garde ! nous nous prenons au mot, interrompit M. Vautrin, croyant que le chef du gouvernement s'engageait, par un langage imprudent, à concourrir à la reconstruction de l'Hotel-de-Ville. Songez, pour une parole un peu prompte, il a eu à costaç un pâté d'argent à Louis XIV.

— Mais je ne sais pas Louis XIV, reprit M. Thiers. Du reste, je n'aurai voulu faire allusion qu'au remboursement des 140 millions, dont je vous promets la prompte restitution. Il importe que les victimes de la guerre et de l'insurrection soient indemnisées promptement. Il faut donner du travail aux ouvriers de Paris. J'en prépare pour mon compte. Je m'occupe de relever les Tuilleries ; je ne

ferai reparler que les façades extérieures. L'avenir se chargera de l'intérieur.

C'est alors qu'intervint M. Naudau, au nom des ouvriers. Il remercia chaleureusement M. Thiers de ses bonnes intentions en faveur de la classe laborieuse de Paris. « Quand le bâtiment va, tout va », ajouta en riant M. de Rémusat, faisant allusion à la maxime favorite des enfants de la Creuse.

Ainsi, pendant plus d'une demi-heure, le Président de la République s'entretenait avec ses visiteurs qui lui apportaient comme un parfum de Paris où d'ici à quelques jours il viendra faire séance de domicile temporaire.

L'ACADEMIE FRANÇAISE À VERSAILLES

M. Marmier, directeur de l'Académie française, de Carné, chanoine, et Patin, secrétaire perpétuel, ont été reçus par M. Thiers à l'hôtel de la présidence. M. Marmier a adressé à M. Thiers les portes envoiées :

* Monsieur le Président de la République.

* Dans l'émotion produite de tous côtés par le grand acte que vous venez d'accomplir, l'Académie française a été l'honneur de vous compter au nombre des admirateurs, et a renouvelé une joie particulière à l'occasion de cette œuvre patriotique et de votre nouveau succès. Elle nous a dégagés près de vous pour vous offrir ses remerciements, ses félicitations et ses voeux.

Le Président de la République a répondu que, de toutes les félicitations qu'il avait reçues, celles auxquelles il était le plus sensible étaient celles de l'Académie française.

Un peu après le déjeuner de la présidence, auquel assistaient les délégués de l'Académie, M. de Rémusat étant venu prévenir M. Thiers que le conseil des ministres était réuni et délibérera depuis quelques instants déjà, a reçu aussi les félicitations que l'Académie avait chargé son bureau de lui adresser. M. Marmier s'est exprimé en ces termes :

* Le conseil des ministres, au nom de nos collègues de l'Académie, avec le même sentiment de cœur, nous venons également vous renouveler et vous féliciter de la partie que vous avez prise à l'œuvre de libération dont la France se réjouit. *

M. de Rémusat a remercié les académiciens et, montrant M. Thiers, leur a dit qu'il était surtout le Président de la République qu'il fallait féliciter. Les délégués de l'Académie ont causé longuement avec M. Thiers, qui les a quittés seulement pour se rendre au conseil des ministres. Après le conseil, M. Thiers est sorti en voiture, et a fait vers cinq heures une courte audience à l'Assemblée. On s'entretenait beaucoup de la cordialité qui régnait hier à la soirée présidentielle, et de la grande sympathie que semblait prendre le corps diplomatique à l'heureuse issue des négociations pour la libération du territoire français.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Extraits extraits du Courier de San Francisco.)

FRANCE.

Paris, 4 mai. — L'Assemblée exige que le Président modifie son cabinet de façon à le rendre plus conservateur.

Paris, 5 mai. — L'amiral Rigault de Genouilly, ancien ministre de la marine et des colonies, ex-sénateur sous l'empire, est mort.

Paris, 6 mai. — Le gouvernement français est décidé à créer une seconde chambre ; les membres seront élus par le suffrage universel.

— L'idée de proclamer formellement dans un bref délai la République conservatrice comme la forme permanente du gouvernement français obtient l'appui public et gagne du terrain de toutes parts.

Paris, 11 mai. — Les élections supplémentaires ont eu lieu aujourd'hui dans quatre départements. Les premiers rapports du dépouillement des scrutins indiquent que partout les candidats radicaux ou républicains ont été nommés.

Paris, 12 mai. — Un candidat bonapartiste a été élu hier à La Rochelle. M. Ranc, candidat radical, a été élu à l'Assemblée nationale à la ville de Lyon, à une immense majorité. Ranc était décret-général du bureau de la sûreté publique sous Gambetta. Il devint ensuite membre de la Commune, mais donna sa démission quand fut voté le décret décrétant le massacre des otages.

Paris, 13 mai. — Un conseil décretant, réuni dans le cabinet du Président de la République, a déclaré au corps électoral que le gouvernement doit soumettre prochainement à l'Assemblée M. Jules Simon et le comte de Rémusat s'opposent à tout changement du système actuel ; M. Léon Say est en faveur de la nouvelle loi, et MM. Dufaure et de Goullard insistent au sujet de l'article qui exige des électeurs deux ans de domicile. — Le général Ladmirault a défendu la vente sur la voie publique du journal *l'État*.

ITALIE.

Rome, 4^e mai. — A la suite du vote d'hier, par lequel la Chambre a refusé l'allocution demandée par l'arsenal de Tarente, les ministres ont rendu leur démission au roi, qui l'a acceptée.

Rome, 5 mai. — La crise ministérielle continue. Le roi a consulté Rambelli et Minghetti. Tous les deux demandent la rentrée de l'ancien ministre. — On annonce que Garibaldi est très malade.

Rome, 5 mai. — Le roi a fait prêter les ministres de retirer leur démission.

Rome, 5 mai. — Anjourd'hui, le premier ministre Lanze a informé la Chambre que le roi avait décidé de ne pas accepter sa démission ni celle de ses collègues ; qu'en conséquence le ministère resterait en fonctions et que la loi sur l'arsenal de Tarente serait retirée.

Rome, 6 mai. — La Chambre des députés a commencé les débats sur la loi des corporations religieuses.

Rome, 8 mai. — Le pape a reçu aujourd'hui une forte somme souscrit par les fidèles de la péninsule. En réponse à l'adresse des membres de la députation, le pape les a assurés qu'il considérait comme un abominablement du Géol les événements qui viennent de s'accomplir en Espagne. Il a exprimé l'espérance que les princes et le peuple retrouvent au christianisme et à la morale.

Londres, 10 mai. — Une députation de Rome dit que le pape a été trop malade hier pour recevoir les pèlerins venant de France.

Rome, 11 mai. — Le décret rendant la sécession de la Chambre des députés, aux tyrs grecs envers soi sont dirigées vers le Quirinal en raison de leur succès, des démonstrations en faveur de la cause révolutionnaire et des corporations religieuses. La police a fait une charge contre eux et les a empêchées de pénétrer dans le palais.

Rome, 12 mai. — La police a arrêté une vingtaine de personnes qui avaient pris part aux démonstrations tumultueuses de samedi dernier.

Rome, 12 mai. — L'ambassade japonaise est arrivée ici. La ville est calme depuis plusieurs jours. Les députés ont invité le parlement. La démission est condamnée par la majorité des députés et le gouvernement promet d'agir avec vigueur contre les émeutiers.

Le pape a passé une mauvaise nuit. Il tombe beaucoup, et ses médecins lui ont formellement déconseillé de donner audience aux députés qui se réunissent dans l'église de Saint-Pierre.

Rome, 13 mai. — Le pape est très faible. Hier il a perdu connaissance pendant une heure. Aujourd'hui il est encore plus mal; il est très abattu. C'est aujourd'hui le quatre-vingt-unième anniversaire de sa naissance; il lui a été impossible de donner audience aux députés qui se réunissent dans l'église de Saint-Pierre.

Rome, 13 mai. — La situation du pape est des plus critiques. Sa mort est attendue d'un moment à l'autre.

SUISSE.

Geneve, 6 mai. — Le conseil fédéral a lancé un ordre défendant à la dochesse de Madrid de résider sur le territoire suisse et donnant des instructions à la police pour l'expulsion des agents carlistes.

ALLEMAGNE.

Berlin, 10 mai. — On dément le bruit par lequel le général Maffei serait nommé ambassadeur d'Allemagne à Paris après l'évacuation du territoire français par les troupes allemandes.

AUTRICHE.

Vienne, 4 mai. — L'Exposition universelle a été inaugurée cette après-midi par l'empereur.

Vienne, 3 mai. — L'empereur a donné un grand banquet hier soir. Les princes et ministres étrangers en ce moment à Vienne y assistent.

Vienne, 3 mai. — Depuis l'ouverture de l'Exposition, des rapides progrès ont été faits dans les salles d'exposition. Toutes les sections sont pleines de marchandises, à l'exception de la section automobile. Depuis l'ouverture, le 1^{er} mai, il n'a presque pas cessé de pleuvoir. Jusqu'à présent le nombre des visiteurs n'a pas répondu à l'attente générale.

Vienne, 7 mai. — Le ministre du commerce a donné hier soir une réception aux délégués officiels à l'Exposition. — Une grande revue en l'honneur du prince de Galles a eu lieu aujourd'hui.

Vienne, 9 mai. — La moitié des visiteurs de l'exposition a été en moyenne de 12,000 à 15,000 par jour...

Vienne, 12 mai. — Un service divin selon le rite anglais a été célébré dans la chapelle militaire, mise à la disposition de l'énergie protestante par le gouvernement autrichien. Beaucoup d'Anglais et d'Américains y assistent. Après ce service, le ministre Jay a, au nom de ses compatriotes, remercié les autorités austro-hongroises de leurs préférences.

TURQUIE.

Londres, 3 mai. — Le gouvernement turc a ordonné l'achat de quarante mille riles aux États-Unis. — La querelle qui existait entre les ouvriers grecs et latins à Bâleham a été apaisée et l'ordre restauré. La Porte n'a imposé aux combattants aucune punition, mais la Russie demande qu'ils soient châtiés. On espère que les grandes puissances régleront cette querelle, qui a pour cause les lieux saints, mais elles hésitent à toucher une question aussi délicate.

RUSSE.

Saint-Pétersbourg, 3 mai. — Quarante mille hommes de troupe ont été passés en revue par le tsar et l'empereur Guillaume. Le sort de la ville était illuminé.

Saint-Pétersbourg, 4 mai. — Le Khan de Khiva a offert de se rendre sans conditions au gouvernement russe; il a envoyé des ambassadeurs au quartier-général russe avec l'ordre d'accepter toutes les conditions du commandant russe. Comme ces envoyés n'ont pu encore rencontrer les troupes russes, les opérations contre Khiva continuent.

Bruxelles, 7 mai. — Le Nord qui le Khan de Khiva ait offert de se soumettre sans conditions. Il dit qu'il est vrai que le Khan a relâché les prisonniers russes, mais qu'en même temps il a demandé le rappel immédiat de l'expédition contre Khiva, et posté d'autres conditions que le czar ne pouvait accepter.

New York, 13 mai. — Une députation de citoyens au *Herald* dit que la ville de Khiva est prise. Les deux corps d'armée russes ont opéré avec succès leur jonction à une faible distance de la ville. Cette jonction rend le succès des opérations futures assuré.

SCÈNE.

Stockholm, 12 mai. — Le couronnement d'Oscar II et de Sophie Wilhelmine, comme roi et reine de Suède et du Norvège, a eu lieu aujourd'hui. Une foule immense garnissait les rues sur le passage de la procession, bien que la pluie tombât par torrent. Les cérémonies à l'intérieur de l'église étaient impénétrables. Au moment du couronnement les cloches ont sonné à toute voix et les cris de « Viva le roi ! » poussés par la multitude ont été écho aux salves d'artillerie. Ce soir la ville est brillamment illuminée.

ANGLETERRE.

Londres, 11 mai. — Dans une convention républicaine qui a eu lieu aujourd'hui à Birmingham on a lu une lettre de John Bright qui désapprouve l'agitation républicaine et qui annonce que l'auteur de la lettre n'a aucune sympathie pour ceux qui cherchent à saper la monarchie anglaise.

Londres, 12 mai. — La convention républicaine de Birmingham s'est prononcée aujourd'hui en faveur d'un gouvernement républicain fédéral pour l'Angleterre.

ESPAGNE.

Madrid, 11 mai. — Les carlistes continuent à brûler les stations de chemin de fer; ils ont arraché les rails et détruit les fils télégraphiques en plusieurs endroits ces jours-ci. Leurs opérations militaires n'ont pas moins heurté, restreintes par l'activité des troupes, et le gouvernement est persuadé que l'insurrection sera bientôt étouffée complètement.

Madrid, 2 mai. — Le recrutement des volontaires pour combattre les carlistes prend beaucoup d'extension. Un certain nombre de prisonniers carlistes, transportés dans une des Casernes, sont révoltés il y a plusieurs jours, et la garde a été obligée, d'après les ordres des autorités, de faire feu sur eux. Il y a beaucoup de prisonniers tués et blessés.

Madrid, 4 mai. — Le général Sicas, accompagné des membres de la légation américaine, a été nommé au poste du président Figueras pour remplacer les résolutions adoptées par les deux chambres du Congrès des États-Unis, favorisant le gouvernement et le peuple espagnol d'avoir aboli l'esclavage dans les colonies. Dans le discours qu'il a prononcé, le général a dit que les États-Unis désiraient le bonheur des peuples voisins, et qu'ils ne pouvaient rester indifférents au sort des Antilles. Porto-Rico et Cuba, a-t-il ajouté, contribueront plus que jamais maintenant au pouvoir de l'Espagne, car la justice est la base de la force. Figueras a été montré très touché de la bonté d'âme du président Grant et du peuple américain, qui a réagi avec une grande sympathie à ce qu'il a dit dans les circonstances. La république espagnole, a-t-il dit en conclusion, voit l'extension des nations sacrifiée à tous les citoyens et l'intégrité de territoire espagnol; aucun sacrifice ne lui semblera trop grand pour atteindre ces fins.

Bayonne, 3 mai. — Les carlistes ont réoccupé la ville de Vera en Navarre, après un combat acharné avec les républicains.

Madrid, 6 mai. — Un navire de guerre américain est arrivé à Barcelone.

Madrid, 19 mai. — Le dépouillement des scrutins d'aujourd'hui à Madrid et dans les provinces est fini. Le résultat est quelque peu déconcertant. Une forte majorité a été accordée aux ordres de don Alfonso, et atteint un déclenchement de l'armée républicaine et a été totalement défaite. Soixante insurgés ont été tués, un plus grand nombre d'entre eux a été blessé. Des informations reçues au ministère de la guerre annoncent que les insurgés ont été battus dans de nombreux petits engagements. Plusieurs prêtres ont été arrêtés à Madrid pour avoir précisé en faveur de la cause de Don Carlos.

Madrid, 11 mai. — Les élections préliminaires pour les Cortés constitutives ont commencé hier; le nombre des voix reçues a été, pour le premier jour, de 32,525. Le vote continue aujourd'hui. Une grande majorité est déjà assurée aux républiques fédérales.

Madrid, 19 mai. — Un décret triomphal dans la capitale.

Madrid, 19 mai. — Le résultat des élections pour les députés aux Cortés a donné les résultats suivants : 138 députés républicains fédéraux, 9 radicaux, 2 conservateurs et 1 alphoniste. Le résultat de deux jours de vote sera probablement l'élection de 350 députés républicains fédéraux et 30 députés de l'opposition.

Madrid, 13 mai. — Une conspiration carliste vient d'être découverte. Trois des conspirateurs ont été arrêtés. Sagasta a déclaré au Madrid.

ÎLE DE ROBINSON.

Qui de nous, étant enfant, n'a rêvé aux prodigieuses aventures de Robinson Crusoe ? Tous nous aurions désiré vivre à la manière de ce savage civilisé, et nous versions des larmes d'attendrissement sur l'inévitabilité féroce de Vendredi. C'était pour nous le pays des rêves, et cette île déserte, qui fuyait notre doigt sur la carte, occupait toute notre imagination tout entière. Eh bien ! cette île est en voie de devenir une des stations du Pacifique, et voici les curieux détails qu'on trouve dans un journal :

1^{re} île de Robinson Crusoe n'est autre, on le sait, que l'une des deux îles dites Juan Fernandez, situées au large de la côte du Chili et en Argentine, à Valparaiso. Elles sont de 34 degrés de latitude sud et 51 degrés de longitude ouest. Quand nous disons une des deux îles, nous nous expliquons mal ; il y avait en effet deux îles lorsque le romancier écrivit les aventures de Robinson Crusoe, mais une a disparu, il y a près de quarante ans, à la suite d'un tremblement de terre.

1^{re} île de Juan-Fernandez peut avoir 20 kilomètres de circonférence. Elle possède des sites pittoresques ; son sol est d'une remarquable fertilité, il y a beaucoup d'eau, la température est fort douce, et la main de l'homme y récolte les produits les plus abondants et les plus variés. Ce n'est donc pas sans raison que l'écrivain anglais a choisi cette île pour théâtre de ses héros. On suit d'ailleurs jusqu'à l'autre anciennes un naufrage, nommé Alexandre Selkirk, l'habitat et y vit seul. C'est l'histoire de cet homme qui forme les éléments de celle de Robinson.

Juan-Fernandez appartient au Chili. Jusque vers ces dernières années on s'en occupait fort peu. Elle était le but de voyages entrepris par fantaisie par quelque riche Chilien ou quelque Péruvien pris de nostalgie. On a raconté dans le temps les aventures d'un couple amoureux habitant Lima, qui, dans l'intention de passer une partie de l'île à l'abri de toute préoccupation, s'embarqua pour l'île Juan-Fernandez, où il fut dévoré par des chevaux sauvages.

Ce n'est que depuis quelques années que le tourisme commence à porter à l'île une attention particulière. Il y a 130 lieues de continent, et la terre la plus verte et la plus fraîche que l'île de San Félix, située au nord à distance d'environ également celle du Chili. C'est ce groupe que se détachent, ainsi qu'en a pu indiquer le colon anglo, des îles d'insolite, qui venaient débarquer à Juan-Fernandez et causaient tant de frayeur à Robinson. On ne rappelle ce festin de cannibales que le malheureux naufragé contempla un jour tout à son aise placé derrière un arbre, « la densité de ces sauvages, et précédemment l'emprise de deux pieds huguenots sur le sable, dont la vue fut frissonnée de Robinson. Ce groupe est assez éloigné de la patrie du compagnon de Robinson, ou bien Vendredi.

Les îles San-Félix sont loin de posséder les mêmes faveurs climatiques que Juan-Fernandez, et n'offrent par conséquent pas les mêmes ressources que cette dernière.

